

**Direction de l'instruction et de la coopération
militaires**
Rapport annuel pour l'année financière 2022-2023



Message du directeur

Je suis heureux de vous présenter le rapport annuel du Programme d'instruction et de coopération militaires (PICM) pour l'année financière 2022-2023 au nom de la Direction de l'instruction et de la coopération militaires (DICM).

L'année financière 2022-2023 a été une année fondamentale pour le Programme, commençant par un retour progressif aux activités en personne à mesure que la pandémie de COVID-19 s'est atténuée, et elle a abouti au renouvellement de la présentation au Conseil du Trésor concernant le PICM.

La mise à jour de nos modalités accroît considérablement la capacité du Programme à répondre aux priorités en évolution du gouvernement du Canada pour adapter nos principales activités aux besoins et pour nous fournir de nouveaux pouvoirs afin d'administrer le renforcement des institutions de défense, le renforcement des capacités de défense et des fonds d'aide militaire accrus approuvés au moyen des initiatives du Cabinet et du premier ministre. Le Canada dispose maintenant d'un outil amélioré pour accroître son influence et pour obtenir des effets positifs à l'étranger.

La valeur de ce mécanisme a été démontrée par les 1,2 milliard de dollars d'équipements et de services fournis à l'Ukraine en 2022-2023, suite à son invasion par la Russie. Ces dons ont été supervisés par la cellule de coordination pour l'aide militaire (CCAM), dirigée par ma Direction sous les auspices du Programme de contribution de l'Ukraine. Le CCAM sera officiellement intégré au PICM en 2023-2024 et sera utilisé pour coordonner les activités d'aide militaire accrue pour l'Ukraine et d'autres pays qui pourraient être ciblées par le gouvernement du Canada pour ce type de soutien.

Je suis fier de ce que mon équipe a accompli en se réorientant simultanément de la pandémie, en dirigeant le renouvellement et l'expansion du PICM et en réagissant à une crise internationale, et je me réjouis à la perspective de continuer sur cette lancée pendant la prochaine année.



Marcel McNicoll

Directeur – Instruction et coopération militaires

Survol du PICM

Historique

Le Programme de l'instruction et de la coopération militaires (PICM) du Canada a été créé en 1963 sous la direction des Affaires étrangères afin de donner des conseils et de l'aide aux forces de sécurité de certains pays du Commonwealth nouvellement indépendants. Il s'est ensuite élargi pour inclure des pays qui ne font pas partie du Commonwealth et a été transféré au ministère de la Défense nationale (MDN) et aux Forces armées canadiennes (FAC) et relève désormais du Directeur – Instruction et coopération militaires (DICM) au sein de l'organisation du sous-ministre adjoint (Politiques).

Le PICM est le seul programme de formation international du MDN et des FAC qui est fondé sur les contributions¹. Il établit des relations, une compréhension et une capacité internationales en fournissant une formation parrainée et d'autres formes de soutien aux ministères de défense et aux forces militaires des pays non membres de l'OTAN dans le monde entier.

Les activités du PICM sont menées en collaboration avec le MDN et les FAC, des partenaires contractuels et des partenaires internationaux de prestation. La plupart des membres se concentrent sur l'instruction multilatérale en anglais et en français, le perfectionnement professionnel et l'instruction sur la coopération opérationnelle. Certains pays bénéficient également du renforcement ciblé des institutions de défense, du renforcement des capacités ou des activités d'aide militaire accrue.

Mandat

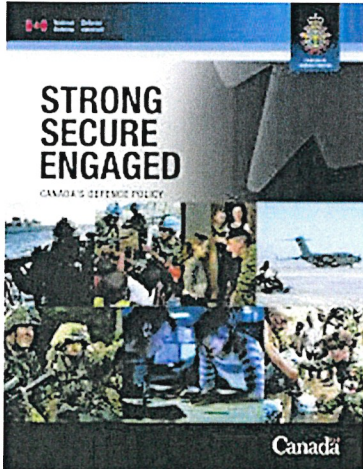
Le mandat du PICM a évolué au fil des décennies pour tenir compte des changements dans l'environnement stratégique et les objectifs du gouvernement du Canada. Aujourd'hui, le programme a les objectifs suivants :

- améliorer la coopération bilatérale et multilatérale entre les partenaires du Canada;
- élargir et renforcer les relations de défense bilatérales du Canada;
- promouvoir les principes de démocratie sur la scène internationale, y compris la primauté du droit, la protection des droits de la personne, le respect de la diversité et de l'égalité de genre et la surveillance civile des institutions de défense;
- exercer une influence dans des zones présentant un intérêt stratégique pour le Canada;
- renforcer les capacités des partenaires au niveau des institutions de défense et de force de sécurité;

¹ Le financement des subventions et des contributions relève de la Politique sur les paiements de transfert. Dans le cas du PICM, les bénéficiaires sont les pays membres.

- fournir une aide militaire accrue en période de crise, selon les directives du Cabinet ou du premier ministre.

Directives en matière de politique



Le mandat du PICM est étroitement lié à la politique de défense du Canada, *Protection, Sécurité, Engagement* (PSE), et à la *Stratégie d'engagement mondial* (SEM) du MDN et des FAC.

PSE vise à assurer la protection du Canada, la sécurité en Amérique du Nord et l'engagement dans le monde. Le PICM répond directement à la cinquième mission de PSE, qui confie aux FAC le mandat de « participer au renforcement des capacités à l'appui de la sécurité d'autres pays et de leur capacité d'apporter une contribution à la sécurité à l'étranger » (PSE, p. 82). Le Programme, au moyen de cours thématiques, soutient également d'autres objectifs de PSE, tels qu'accroître l'interopérabilité, promouvoir la diversité et l'inclusion et

fournir un soutien à l'instruction pour les opérations de soutien de la paix (OSP) de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

La SEM fournit une orientation sur les secteurs géographiques d'intérêt en ce qui concerne la diplomatie de défense et souligne l'importance du renforcement des capacités comme outil d'engagement international. Le PICM appuie les objectifs et les priorités stratégiques qui y sont décrites.



Cours sur le droit international des conflits armés, Kenya, mars 2023

Gouvernance

La DICM est responsable de l'administration quotidienne du PICM. Sur le plan stratégique, deux organismes interministériels et des représentants de diverses organisations au sein du MDN et des FAC et d'Affaires mondiales Canada assurent la supervision du PICM :

1. Le Comité directeur d'aide militaire (CDAM) au niveau du DG se réunit une fois par an pour faciliter l'harmonisation des membres et des activités du programme avec les priorités du gouvernement du Canada.
2. Le Comité d'évaluation des projets du PICM (CEPP) au niveau opérationnel, un organisme subsidiaire du CDAM, se réunit tous les trimestres et selon les besoins pour examiner et approuver les initiatives du programme en matière de renforcement des institutions et des capacités de défense et d'aide militaire accrue.

Le DICM rend compte des résultats du PICM au moyen d'une évaluation annuelle, soumise au sous-ministre adjoint (Finances). Le Programme fait également l'objet d'un audit par le sous-ministre adjoint (Services d'examen) une fois tous les cinq ans pour s'assurer qu'il demeure efficace, rentable et pertinent.

Membres

Des pays peuvent être ajoutés au PICM de deux façons.

S'ils répondent aux critères d'adhésion suivants, les pays peuvent être recommandés par le CDAM et ensuite approuvés par les ministres de la Défense nationale (min DN) et des Affaires étrangères (MINA) en tant que bénéficiaires de cours multilatéraux sur la langue, le perfectionnement professionnel et la coopération opérationnelle :

- ne doivent pas faire partie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN);
- partager les intérêts stratégiques du Canada décrits dans sa politique de défense et sa politique étrangère/démontrer une pertinence politique et militaire pour le Canada;
- entretenir des relations de défense bilatérales avec le Canada;
- ne pas être des pays oppresseurs et adhérer aux normes relatives aux droits de la personne;
- ne pas menacer les pays voisins;
- ne pas abriter volontairement des terroristes ou des organisations terroristes;
- ont un gouvernement reconnu et des forces armées;
- démontrer la capacité d'accepter et d'assimiler l'aide du Canada;
- servir les objectifs et intérêts opérationnels des FAC;

- participer à des opérations de soutien de la paix (OSP) ou à des initiatives régionales de prévention des conflits et de médiation;
- a un revenu national brut (RNB) par habitant de revenu moyen-supérieur ou inférieur selon la classification de la Banque mondiale.

Les pays admis par le min DN et le MINA selon les conseils du CDAM doivent continuer de répondre aux critères d'adhésion ci-dessus. En cas de graves violations des droits de la personne ou de conflits avec les intérêts canadiens, ils peuvent être suspendus ou retirés du programme. Les pays membres termineront le PICM avec succès après plusieurs années s'ils adhèrent à l'OTAN, si leur RNB est constamment élevé ou s'ils remplissent régulièrement les offres de cours à moins de 50 %. Dans certains cas, ils peuvent être utilisés comme partenaires de prestation après avoir terminé le programme avec succès.

Les pays peuvent également être désignés comme bénéficiaires du PICM dans les initiatives du Cabinet ou du premier ministre (PM) qui orientent le Programme à renforcer leurs capacités dans des domaines spécifiques, les rendant temporairement admissibles au renforcement des institutions de défense, au renforcement des capacités de défense ou aux initiatives d'aide militaire accrue. Pour la durée des initiatives du Cabinet/PM en question, ces pays ne sont pas soumis aux critères d'adhésion ou d'obtention du diplôme du Programme. Une fois l'expiration des initiatives, le CDAM peut évaluer leur admissibilité à l'adhésion à long terme au PICM.

États membres en 2022-2023

Afrique et Moyen-Orient	Amériques	Indo-Pacifique	Europe
Bénin	Antigua-et-Barbuda	Banladesh	Bosnie-Herzégovine
Botswana	Argentine	Indonésie	Géorgie
Cameroun	Barbade	Malaisie	Kazakhstan
Côte d'Ivoire	Belize	Mongolie	Kirghizistan
Djibouti	Brésil	Népal	Macédoine du Nord ²
Ghana	Bolivie	Pakistan	Serbie
Jordanie	Chili	Philippines	Tadjikistan
Kenya	Colombie	République de Corée	Ukraine
Koweït	République dominicaine	Singapour	Ouzbékistan
Liban	Équateur	Thaïlande	
Malawi	El Salvador	Timor-Leste	
Maroc	Guatémala	Vietnam	
Namibie	Guyane		
Nigéria	Honduras		

² La Macédoine du Nord terminera finalement le programme avec succès, étant donné sa récente adhésion à l'OTAN.

Oman	Jamaïque		
Sénégal	Mexique		
Sierra Leone	Nicaragua		
Afrique du Sud	Paraguay		
Tanzanie	Pérou		
Tunisie	Trinité-et-Tobago		
Ouganda	Uruguay		
Zambie			

Renouvellement de la présentation au Conseil du Trésor

En décembre 2022, la présentation au Conseil du Trésor (présentation au CT) du PICM a été renouvelée pour la première fois depuis 2009, mettant à jour les modalités du Programme afin de fournir au gouvernement canadien un outil pour les contributions plus souple et plus adaptable pour la diplomatie de défense et le renforcement des capacités.

Les activités de longue date du Programme financées par son budget de base ont été rendues plus adaptables aux besoins grâce à des mises à jour aux dépenses admissibles, aux mécanismes de réussite du Programme, aux processus administratifs et à d'autres aspects. Ces activités ont été reclassées dans les piliers de l'instruction, de l'amélioration de la maîtrise de la langue, du perfectionnement professionnel, de la coopération opérationnelle multilatérale et du renforcement des institutions de défense. Toutefois, l'objectif principal demeure d'établir des relations internationales de défense, tout en renforçant les capacités des stagiaires individuels.

Le PICM a également été élargi pour inclure les nouveaux piliers de renforcement des institutions de défense, de renforcement des capacités de défense et des activités d'aide militaire accrue, en vertu desquels les pays indiqués dans les initiatives du Cabinet ou des PM deviennent des bénéficiaires temporaires d'un soutien ciblé, en tirant parti de fonds supplémentaires approuvés dans le cadre des initiatives en question. Le soutien peut aller du mentorat et de l'instruction à l'équipement et à l'infrastructure, en fonction de l'orientation politique, ce qui permet au Canada de disposer d'un mécanisme sur mesure, dirigé par le MDN et les FAC, pour renforcer les capacités institutionnelles de certaines forces armées lorsque des effets importants sont souhaités pour des raisons stratégiques.

Activités de 2022-2023

Dans le cadre de l'année financière canadienne de 2022-2023 (du 1^{er} avril au 31 mars), comme la pandémie de COVID-19 prenait fin, la DICM a repris intégralement leurs cours en personne, donnant 48 cours à 1 325 candidats au total au Canada (18 % des cours), à distance (3 % des cours) et à l'étranger (75 % des cours), en partenariat avec un nombre de coorganisateurs.

Le PICM ne fait que commencer à administrer de nouveaux fonds pour le renforcement ciblé des institutions de défense, le renforcement des capacités de défense et les projets

d'aide militaire accrue approuvés dans le cadre des initiatives du Cabinet et du PM, conformément à sa présentation du CT de décembre 2022. À ce titre, la plupart des activités de 2022-2023 étaient multilatérales, quel que soit le lieu de prestation, regroupaient des candidats à l'échelle régionale ou mondiale et faisait principalement partie des piliers de l'amélioration de la maîtrise de la langue, du perfectionnement professionnel et de la coopération opérationnelle. Un petit nombre d'initiatives bilatérales ont été menées à l'aide du budget de base du Programme; elles sont indiquées entre parenthèses ci-dessous.

Amélioration de la maîtrise de la langue

En 2022-2023, le PICM a parrainé 120 candidats lors de 6 cours de français et d'anglais offerts par le Détachement Saint-Jean de l'École des langues des Forces canadiennes (Québec); certains en personne et d'autres par l'entremise de l'apprentissage à distance (AD). Tous les cours ont été d'une durée de plusieurs mois, exposant les candidats à la culture et aux valeurs canadiennes. L'enseignement des langues secondes est très recherché parmi les pays membres et contribue directement à leur interopérabilité.

- Cours d'anglais de longue durée (2 cours au total, 1 en AD et un 1 au Canada)
- Cours d'anglais de courte durée (2 cours en AD)
- Cours de français de longue durée (2 cours au Canada)

Perfectionnement professionnel

Le PICM s'est associé au Collège des Forces canadiennes, au Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne et à d'autres organisations au Canada et à l'étranger pour donner 15 cours d'officiers d'état-major pour un total de 406 candidats en 2022-2023. D'une durée d'une semaine à une année, ces cours aident à préparer les officiers à réaliser des tâches d'état-major dans un environnement de coalition interarmées et combinée.

- Programme de sécurité nationale (1 cours au Canada)
- Programme de commandement et d'état-major interarmées (1 cours au Canada)
- Cours sur les opérations de l'Armée de terre (1 cours au Canada)
- Programme de formation élémentaire de commandement et d'état-major (1 cours en Jamaïque)
- Introduction à la planification opérationnelle (6 cours au total; en Tunisie, en Colombie, en Géorgie, aux Philippines et en Jordanie. La Jordanie a accueilli un (1) cours pour les candidats d'Afrique et du Moyen-Orient et un (1) cours pour les candidats de l'Indo-Pacifique)
- Cours d'études sur la sécurité pour les officiers supérieurs (5 cours au total; au Maroc, en Jamaïque, en Équateur et en Jordanie); la Jordanie a accueilli un (1) cours pour les candidats d'Afrique et du Moyen-Orient et un (1) cours pour les candidats de l'Indo-Pacifique)



Cours d'études sur la sécurité pour les officiers supérieurs, Jordanie



Toujours dans le cadre du pilier du perfectionnement professionnel, le PICM a parrainé 18 cours spécialisés et professionnels pour 545 candidats. Ces cours ont été donnés principalement dans les pays partenaires, parfois en utilisant des sous-traitants. Leur durée a varié d'une semaine à plusieurs mois.

- Module sur les genres, Inter-American Defence College (1 cours aux États-Unis);
- Atelier Intégration des femmes et des perspectives de genre dans les forces armées (4 cours au total au Ghana, en Tunisie, au Pérou et en Malaisie)
- Cours de gestion des ressources de la défense (2 cours au total en Équateur et en Bosnie-Herzégovine)
- Cours de planification des activités (1 cours en Jamaïque)
- Cours de perfectionnement des aumôniers et sur la résilience (1 cours au Canada)
- Cours sur le droit international des conflits armés (1 cours au Kenya)
- Instruction des instructeurs de pilotes (1 cours en Jamaïque)
- Instruction des pilotes d'aéronef à voilure tournante (1 cours en Jamaïque)
- Instruction des pilotes d'aéronef multimoteur à voilure fixe (1 cours en Jamaïque)
- Cours de plongeur de bord (1 cours en Jamaïque)
- Cours de quart à la passerelle (1 cours en Jamaïque)
- Soutien à la participation ukrainienne à la formation de véhicules blindés d'appui tactique (1 cours en Allemagne, bilatéral)
- Formation sur l'analyse du renseignement stratégique (1 cours en Jordanie, bilatéral)
- Instruction médicale de combat (1 cours au Maroc, bilatéral)



Instruction médicale de combat, Maroc



Intégration des femmes et des perspectives liées au genre dans les forces armées, Malaisie

Coopération opérationnelle

Alors que tous les cours du PICM améliorent l'interopérabilité, les activités relevant de ce pilier se concentrent directement sur la mise en place d'un déploiement multilatéral lors des opérations internationales telles que les OSP et l'aide humanitaire et secours aux sinistrés (AHSS). En 2022-2023, le PICM a mené 12 activités de coopération opérationnelle pour 254 candidats de pays qui contribuent à l'échelle internationale dans les domaines visés. L'exercice MAPLE ARCH, un exercice de poste de commandement multilatéral du chapitre 7 de l'OSP pour les membres européens du PICM, normalement effectué annuellement, n'a pas eu lieu en 2022-2023 en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Toutefois, le PICM a toujours été en mesure de parrainer une conférence sur l'élaboration de concepts pour le cours de l'année suivante, dont la Géorgie sera l'hôte en décembre 2023.

- Exercice MAPLE ARCH – Conférence sur l'élaboration des concepts (1 cours en Géorgie)

- Cours d'officier de la logistique des Nations Unies (2 cours au total au Kenya et au Mexique)
- Cours d'officier d'état-major des Nations Unies (2 cours au total au Mexique et en Malaisie)
- Cours d'expert militaire des Nations Unies en mission (1 cours au Canada)
- Cours d'officier d'état-major – coopération civilo-militaire (1 cours au Canada)
- Cours sur le processus de planification d'exercice (2 cours au total en Tunisie et en Géorgie)
- Séminaire de planification interorganismes civilo-militaire-AHSS (1 cours en Colombie)
- Soutien à l'élaboration de la trousse de formation de la Géorgie (2 visites en Géorgie, bilatéral)



Renforcement des institutions de défense

À l'avenir, dans le cadre d'une nouvelle présentation du CT sur le PICM, un petit nombre de membres seront ciblés pour des activités bilatérales et de renforcement des institutions de défense, en utilisant soit le budget de base du programme, soit des fonds spéciaux approuvés par des initiatives du Cabinet ou du premier ministre.

En 2022-2023, dans le cadre de ce pilier, le PICM a utilisé sa visite de base pour parrainer des visites d'experts des FAC dans deux centres d'excellence de la Jamaïque établis avec le soutien du Canada et mis à profit pour donner des cours multilatéraux parrainés par le PICM : l'École d'aviation militaire des Caraïbes et le Centre d'instruction maritime militaire des Caraïbes. Ces visites ont lieu chaque année afin de soutenir le maintien des normes dans les centres.

En vedette – Instruction médicale de combat

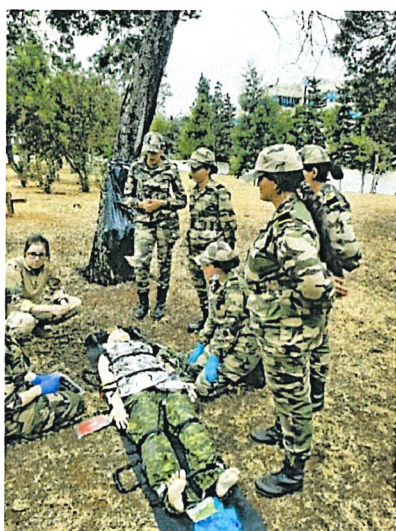
En 2019, le DICM a lancé un cours pilote sur la prestation de premiers soins au combat afin de renforcer les capacités des pays membres dans ce domaine, tout en répondant à une priorité clé de la formation des OSP, soulignée dans le rapport Santos Cruz sur l'amélioration de la sécurité des soldats de la paix de l'ONU.

La DICM a lancé ce projet avec la Tunisie après que les officiers médicaux des Forces armées de la Tunisie (FAT) aient visité la 5^e Ambulance de campagne des FAC basée à Valcartier (Québec), et que les FAT aient indiqué les premiers soins au combat comme une priorité d'instruction.

En août 2019, le PICM a livré 50 trousse de formation, 50 trousse de secourisme en situation de combat et 400 trousse de premiers soins en Tunisie pour soutenir les prochains cours. En septembre 2019, les instructeurs des FAC de la 5^e Ambulance de campagne ont donné un cours initial sur les soins médicaux au combat, suivi d'un cours de formation des formateurs de deux jours, pour 12 membres des FAT, qui ont formé 96 autres membres des FAT.



La deuxième phase de l'initiative était initialement prévue pour avril 2020, mais a dû être reportée à 2022 en raison de l'écllosion de la pandémie de COVID-19. Les



instructeurs des FAC et un officier du développement de l'instruction sont retournés en Tunisie pour donner trois cours de deux jours à 71 soldats tunisiens de l'Armée de terre, de la Marine et de la Force aérienne, tout en évaluant les 12 instructeurs des FAT formés en 2019 pour les qualifier à fournir le cours sans le soutien du Canada.

La troisième et dernière phase du projet s'est déroulée au Maroc en juin 2022. Quatre cours de deux jours ont été donnés à un total de 96 soldats marocains dans le milieu médical, des métiers allant d'infirmier auxiliaire à technicien dentaire, de laboratoire et en radiologie. La délégation de formation parrainée par le PICM comprenait des instructeurs des FAC et des FAT et un médecin des FAT chargé d'observer les instructeurs tunisiens en action.

Le Lcol Dekhil des FAT a indiqué que, au cours de la première année du projet de médecine de combat du PICM, le taux de pertes des FAT – principalement liées à des engins explosifs improvisés – a chuté de 15 à 20 % au cours de la première heure suivant une blessure, et il a encore diminué avec l'introduction d'un garrot tactique lié à la formation parrainée par le PICM et aux dons d'équipement.

Compte tenu du succès de cette initiative pilote, elle sera offerte à d'autres pays.

Cours d'officier de la logistique des Nations-Unies (COLNU), Mexique

Rédigé pour le Logistics Journal par les majors Erika Black et Simon Bowser

Pendant l'après-midi du 27 octobre 2022, un petit groupe d'officiers enthousiastes du Centre d'instruction de logistique des Forces canadiennes (CILFC) a quitté la BFC Borden pour prendre un vol de Toronto à destination de Mexico, au Mexique. Cette expédition est la troisième depuis octobre 2021, date à laquelle le CILFC a pris en charge la gestion de la norme de qualification et du plan d'instruction du cours d'officier de la logistique des Nations Unies (COLNU) au nom de la Direction de l'instruction et de la coopération militaires (DICM) qui le parraine.



La DICM est responsable du Programme d'instruction et de coopération militaires, qui a été créé en 1963 pour fournir des conseillers militaires et une aide à l'instruction, et il propose un large éventail d'activités de renforcement des capacités, de cours et d'instruction comme le COLNU. Le COLNU vise à préparer les participants à servir comme officiers de planification logistique dans le cadre d'une opération de paix des Nations Unies ou d'autres opérations de paix en cours ou dans un état-major national de planification. Il s'adresse au personnel militaire et policier ayant de l'expérience dans la logistique. »

Le directeur du COLNU et commandant du CILFC, le Lcol Shawn Courty, a enseigné les versions précédentes du cours et d'autres cours d'état-major destinés au personnel de l'ONU dirigés par la DICM. Il a dirigé le cadre d'instructeurs au Mexique avec le soutien du Maj (Retraité) John Page, officier d'administration du cours de la DICM. La commandante adjointe du CILFC, la Maj Erika Black, est retournée pour une troisième fois pour donner le cours, mais cette fois en tant qu'instructeur principal du groupe 1, avec l'appui du Ltv Guillermo Rivera. Le groupe 2 était dirigé par le commandant de la Division de la gestion du matériel et des services d'alimentation du CILFC, le Maj Simon Bowser, qui était appuyé par la Capt Karen Stanley, un officier de renseignement des FAC actuellement affecté au United States Southern Command à Miami dans le cadre d'un échange.

L'équipe d'instruction est arrivée au Centro de Entrenamiento Conjunto de Operaciones de Paz de México (CECOPAM), à la base militaire de San Miguel de los Jagüeyes, située au nord-ouest de la ville de Mexico, tôt le matin du 28 octobre. Après un repos rapide, l'équipe s'est attelée à la préparation des salles de classe, à l'examen des technologies de l'information et, avec l'aide de l'officier d'administration, à l'acquisition du matériel et des fournitures nécessaires pour faciliter l'apprentissage. Au cours des deux jours suivants, alors que les stagiaires arrivaient de 14 pays différents d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, l'équipe a revu les

présentations et les activités d'apprentissage en groupe, a effectué des répétitions et a vérifié les informations traduites en vue de présenter le contenu en anglais et en espagnol.



La première semaine de l'instruction a porté sur les éléments fondamentaux de la structure organisationnelle de l'ONU, la culture, le commandement et le contrôle et les principes de la logistique. Les instructeurs ont appliqué une méthode d'explication, de démonstration et d'imitation (EDI) où les candidats passent plus de temps dans les activités pratiques que dans les cours magistraux, ce qui leur

permet de se perfectionner et d'apprendre les uns des autres. Les stagiaires ont également travaillé pour perfectionner leurs connaissances de l'anglais et leurs habiletés de présentation, en présentant les produits livrables de leur groupe à l'ensemble de la classe.

Après la première semaine d'instruction, le CECOPAM a organisé une journée culturelle au cours de laquelle tous les candidats et les instructeurs ont visité les pyramides méso-américaines du Soleil et de la Lune à Teotihuacán, où le drapeau de la logistique a été fièrement déployé par l'équipe d'animation du cours. Après la visite, les participants ont eu l'occasion de goûter à la cuisine locale avant de retourner à la base pour préparer la semaine d'instruction suivante.

La deuxième et dernière semaine du cours a été consacrée à l'apprentissage de l'appréciation de la logistique et de la reconnaissance de logistique et à l'application de ces concepts dans différents scénarios des Nations Unies. Les stagiaires, dont beaucoup n'avaient pas suivi de formation propre à la logistique, ont étudié le matériel et, à l'aide des facilitateurs, ont effectué une excellente analyse. Lors de l'exercice ultime de la dernière journée du cours, les stagiaires ont été en mesure d'appliquer tous les principes et toutes les leçons du cours pour produire des présentations bien informées et de grande qualité.

Bien que ce cours vise à atteindre les objectifs d'engagement stratégique d'Affaires mondiales Canada (AMC) et de la DICM, il est également très utile pour le Service royal de la logistique du Canada (SRLC). La possibilité pour les capitaines et les majors du SRLC d'être sélectionnés comme facilitateurs pour ce cours est un immense facteur de rétention. Bien que la charge de travail soit importante et qu'il soit difficile de donner une instruction aux stagiaires dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français, il est extrêmement enrichissant de voir l'équipe se serrer les coudes et apprendre en tant qu'unité malgré le fait qu'ils viennent de tant de pays et de cultures différents. Il est également très agréable de découvrir de nouvelles cultures, de nouvelles cuisines et de voyager dans de nouveaux endroits. Un effet de troisième ordre est la création d'un répertoire des officiers du SRLC qui sont familiers avec les fonctions, la conception et les tâches de l'ONU, de sorte que lorsqu'un poste

de l'ONU doit être doté, le Service peut disposer d'un personnel qualifié et compétent. Tous ces facteurs font du COLNU une possibilité de soutien de rétention très souhaitable pour les officiers du SRLC, qui est axé sur l'apprentissage et le perfectionnement des compétences et des principes fondamentaux de la logistique.

Atelier sur l'intégration des femmes et des perspectives liées au genre dans les forces armées : le Canada et la Malaisie collaborent pour faire progresser le programme FPS dans l'Indo-Pacifique

Rédigé pour La Feuille d'érable par le Capc Delphine Bonnardot, Ph. D.

Du 27 février au 3 mars 2023, le Centre de maintien de la paix de la Malaisie a accueilli une édition régionale de l'atelier Intégration des femmes et des perspectives liées au genre dans les forces armées (IWGPAF) financé et administré par le Programme d'instruction et de coopération militaires (PICM) du Canada.

Le PICM a été mis sur pied en 1963 avec comme objectif de nouer des relations de défense avec certains pays non membres de l'OTAN en offrant des cours parrainés de langue, de perfectionnement professionnel et de coopération opérationnelle au Canada et à l'étranger. Le programme compte aujourd'hui 70 pays membres en tout, dont 12 dans la région indo-pacifique. La Malaisie a été l'un des premiers pays à se joindre au programme, en 1966, et cette nation s'est révélée depuis une excellente partenaire pour accueillir un éventail d'activités régionales.



« Aujourd'hui, le Canada a souligné, par l'entremise de sa collaboration avec les forces armées malaisiennes, son soutien envers la Résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies 1325 et le programme Femmes, paix et sécurité (FPS). Je suis très heureux qu'un si grand nombre de pays de la région indo-pacifique soient représentés. Votre présence ainsi que votre collaboration avec les Forces armées canadiennes sont emblématiques du type de coopération envisagé dans la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Des cours comme celui-ci aident non seulement nos forces armées à acquérir des compétences essentielles, mais aussi à accroître la sensibilisation et à créer une société plus équitable. » Son Excellence Wayne Robson, haut-commissaire du Canada en Malaisie.

Au total, 36 officiers et sous-officiers de la Malaisie, de la Mongolie, des Philippines, de l'Indonésie, du Bangladesh, du Népal, du Vietnam et de la Thaïlande ont participé à l'atelier IWGPAF organisé au Centre de maintien de la paix de la Malaisie. Parmi les participants, environ 70 % étaient des femmes et 30 % des hommes, ce qui montre bien l'importance universelle des sujets traités.

« Les discussions sur la question du genre et des perspectives liées au genre montrent à quel point il est important de reconnaître que nous ne tirons pas pleinement parti de notre population d'hommes et de femmes. Nous négligeons 50 % de nos talents, alors que nous devrions les déployer de la meilleure façon possible pour favoriser la croissance de nos pays et de nos forces armées. »

Brigadière-générale Fadzillah Abdullah, directrice générale – Division des opérations et de l'instruction de défense au sein des forces armées malaisiennes, et championne pour les FPS.



L'information présentée portait sur des sujets comme l'équité, l'intégration, les préjugés, l'analyse non sexiste des conflits, la RCSNU 1325 sur les FPS et l'élaboration des plans d'action nationaux en vertu de la RCSNU 1325, notamment en ce qui concerne les responsabilités des forces de sécurité.

« Les bienfaits de ces cours de formation sont indéniables. Ils permettent de développer et de

renforcer un climat de coopération sincère des deux côtés et sont une démonstration concrète de l'engagement en faveur de la collaboration, de la coopération, de la paix et de la stabilité dans la région indo-pacifique. C'est avec fierté que, par l'entremise de notre partenariat avec le PICM, nous veillons à ce que les forces armées dans la région tirent pleinement parti des compétences et des talents à notre disposition. »

Colonel Mohd Zamri Bin Adbullah, commandant – Centre de maintien de la paix de la Malaisie.

En outre, les participants ont discuté des obstacles à l'inclusion des femmes dans les forces armées, y compris à leur participation aux missions de maintien de la paix et à d'autres opérations, et ils ont pris connaissance d'initiatives visant à surmonter ces obstacles à l'échelle mondiale, nationale et régionale. Les principes de changement et de leadership ont été explorés et les meilleures pratiques canadiennes et indo-pacifiques ont été communiquées. Enfin, tout au long de l'atelier, les participants se sont exercés à utiliser l'Analyse comparative entre les sexes Plus pour appuyer la planification opérationnelle.

« En offrant des formations comme l'IWGPAF, nous maintenons, renforçons et approfondissons l'engagement en coopération, avec un but plus large de renforcer la stabilité régionale et l'ordre international fondé sur des règles dont dépendent notre sécurité et notre prospérité collectives. »

Lieutenant-colonel Jason King, conseiller – Défense du Canada auprès de la Malaisie.

Cette initiative de coopération est un exemple concret de la valeur que le Canada, le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes accordent à la promotion de l'égalité des sexes et de nos partenariats dans l'Indo-Pacifique, conformément à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique publiée récemment. Sa réussite illustre l'importance d'apprendre les uns des autres et de travailler ensemble à la création d'un avenir plus inclusif, sûr et prospère où la diversité est une force.



Engagement clé : Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 et la situation sous-jacente en matière de sécurité qu'elle a créée en Europe ont entraîné l'annulation de la plupart des cours du PICM dans la région en 2022-2023. L'Ukraine n'a pas non plus été en mesure de verser la plupart de ses allocations au Canada et à l'étranger.

Toutefois, le PICM a quand même pu parrainer un total de 20 Ukrainiens pour des cours en anglais et en français au Canada, ainsi que pour un cours sur le processus de planification des exercices et la conférence sur l'élaboration du concept de l'exercice MAPLE ARCH en Europe. Le Programme a également soutenu la participation de 100 Ukrainiens à une formation sur les véhicules blindés de soutien au combat donnée en Allemagne.

En 2022, la DICM a commencé à diriger la Cellule de coordination de l'aide militaire (CCAM), composée de personnel chargé des politiques, des finances, du matériel et de l'État-major interarmées stratégique, qui est chargée d'analyser les options en matière de dons et de formuler des recommandations au ministre dans le cadre du programme de contribution à l'Ukraine mis en place d'urgence à la suite de l'invasion de 2022. Au cours de la période 2022-2023, le CCAM a affecté plus de 1,2 milliard de dollars d'aide militaire à l'Ukraine, notamment en matière de défense aérienne, de véhicules blindés et de caméras à haute résolution.

En avril 2023, le CCAM sera officiellement incorporé au sein du PICM lui-même, afin de guider les activités du pilier 6 avec l'Ukraine et tout autre pays que le Cabinet ou le premier ministre pourrait désigner une aide militaire accrue.

Finances

Ce diagramme de financement utilise les anciens piliers d'activités du Programme pour assurer la cohérence des rapports financiers tout au long de l'année. Pendant l'AF 2023-2024, il sera mis à jour avec les nouveaux piliers d'activités en fonction de la présentation du CT de 2022.

Formation linguistique	7 %
Instruction des officiers d'état-major	44 %
Instruction relative aux opérations de soutien de la paix	14 %
Cours de perfectionnement professionnel des militaires	19 %
Instruction relative à l'élaboration d'exercices	4 %
Formation spécialisée et dans les métiers	8 %
Dépenses ministérielles et autres	4 %
Total	100 %

Coordonnées

Renee Stuart,

Adjointe administrative, Direction de l'instruction et de la coopération militaires

Ministère de la Défense nationale/gouvernement du Canada

101, promenade Colonel-By, Ottawa (Ontario) K1A 0K2

Téléphone : 613-992-3535/Télécopieur : 613-992-2458

Courriel : Renee.Stuart@forces.gc.ca

www.forces.gc.ca/fr/instruction-politiques-international/index.page